



VSPB · FSFP

Verband Schweizerischer Polizei-Beamter  
Fédération Suisse Fonctionnaires de Police  
Federazione Svizzera Funzionari di Polizia

Lucerne, le 8 juin 2009

Communiqué de presse

### **La FSFP salue la tentative de contrôle des fournisseurs de sécurité privés**

Depuis un certain temps, il existe en de nombreux endroits une tendance des entreprises de sécurité privées à prendre en charge des tâches classiques dans le domaine de la sécurité intérieure. La Fédération suisse des fonctionnaires de police FSFP exprime constamment ses préoccupations face à cette évolution, contre laquelle elle lutte activement. D'après son secrétaire général, Max Hofmann, «le travail de police devrait demeurer une tâche de l'Etat». Il souligne également les problèmes qui apparaissent avec la sous-traitance à des entreprises privées. Dans une résolution, la FSFP réclamait l'instauration de conditions générales aux instances de justice et de politique afin de remédier aux lacunes juridiques existantes et de mettre ainsi un terme à la politique commerciale déstabilisante, purement orientée vers le profit, des entreprises de sécurité privées. Elle salue par conséquent la tentative par laquelle le conseiller national socialiste argovien Max Chopard-Acklin a demandé au Conseil fédéral, à la fin du mois de mai, «de proposer au Parlement des mesures permettant d'introduire un système d'autorisation et de contrôle destiné aux fournisseurs privés de prestations dans le domaine de la sécurité et applicable à l'ensemble de la Suisse.» Comme la FSFP, l'auteur de la motion est d'avis que «les tâches souveraines appartiennent clairement au domaine de compétence des forces de sécurité de l'Etat, alors que les services de sécurité privés ne devraient pas développer leur action au-delà du cadre du «droit de chacun». Les éventuelles zones grises dans ce domaine très sensible pour les citoyennes et les citoyens devraient être clarifiées le plus rapidement possible. C'est pourquoi nous avons besoin d'un système d'autorisation, de contrôle de qualité et de contrôle général, unifié pour l'ensemble du pays, pour les services de sécurité privés.» Il y a trois ans déjà, la Fédération suisse des fonctionnaires de police, forte de 23'000 membres environ et présentant un taux d'organisation de plus de 95%, a fait réaliser une étude par l'Université de Berne (Kälin, Lienhardt et Wyttenbach). Cette dernière a clairement montré où doivent se situer les limites de la sous-traitance des tâches de l'Etat à des entreprises de sécurité privées.

---

Pour de plus amples informations:

Max Hofmann, secrétaire général de la FSFP, tél. 076 381 44 64